



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/3
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202562-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

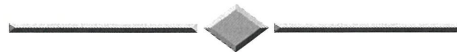
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202562-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



3 DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET PRINCIPAL

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative n°1 du budget principal 2025 du C.C.A.S. a pour objet de réviser les prévisions effectuées lors du vote du budget initial. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 7 907 212,21 € soit -1 049 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 796 194,21 € (inchangé)

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 256 521 € (inchangé)

Chapitre 70 « Prestations de services » : 56 430 € soit +6 038 €

- La refacturation à l'association Régie des Quartiers des derniers loyers du bâtiment des 4 cantons est supérieure à la prévision, une inscription complémentaire de 5 K€ est inscrite dans cette Décision Modificative,
- Ajustement de 1 K€ supplémentaire (droits de stationnement des agents au parking souterrain de Bourg L'Abbé).

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 6 715 883 € soit -32 117 €

- Ajustement de la subvention de la Ville au C.C.A.S. de -80,7 K€, qui comprend :
 - o Une reprise d'une part des crédits dédiés aux travaux du bâtiment des 4 cantons qui ne se réaliseront finalement pas, pour 166,2 K€,
 - o La délégation d'une nouvelle enveloppe de 85,5 K€ afin de financer en partie de nouvelles dépenses d'investissement relatives aux travaux d'efficacité énergétique du siège du C.C.A.S.La subvention de la Ville se fixe par conséquent pour l'exercice 2025 à 5 864 291 €.

- La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (D.D.E.T.S.) renouvelle sa participation aux dépenses du service Domiciliation, une mission du C.C.A.S. qui permet aux personnes sans domicile stable d'avoir un justificatif de domicile et une adresse pour recevoir du courrier. L'enveloppe de cette aide de l'Etat est fixée à 28,6 K€.
- La Métropole de Rouen Normandie participe au projet « Habitantes des rues » à hauteur de 5 K€ en 2025, et 3 K€ pour 2024 perçus en 2025, soit au total 8 K€ à inscrire dans cette Décision Modificative.
- Le recrutement du chargé de projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée par le C.C.A.S. de Rouen à partir du 1^{er} septembre, refacturé à 50 % au C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen, entraîne une recette prévisionnelle de 12 K€ intégrée dans cette Décision Modificative.

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 71 454 € soit +26 900 €

- Les dégradations sur un des sites du C.C.A.S. situé au sein du quartier des Hauts de Rouen occasionnent le versement d'une indemnité de 15,5 K€ par l'assurance en 2025.
- Constatation d'un remboursement du C.O.S.C. (Comité des Œuvres Sociales des personnels de la Ville et du C.C.A.S.) lié à la sous-réalisation des versements aux agents pour la prise en charge de leurs frais de transports en commun : 5 K€.
- Constatation de divers avoirs et remboursements : 6,4 K€.

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/3
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202562-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Chapitre 77 « Produits spécifiques » : 10 730 € soit +10 730 €

- Annulation d'un mandat de 10,7 K€ constatée sur l'exercice 2024, dans le cadre d'une régularisation de carrière d'un agent.

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 0 € soit -12 600 €

- Amortissement définitif fin 2024 de subventions d'équipements perçues au titre d'années antérieures.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 563 948,82 € soit +86 239,61 €

Evolutions de charges à la baisse :

- Diminution des charges de maintenance, en lien avec la remise en état du bâtiment des 4 Cantons de - 163,2 K€,
- Formations : baisse de -10 K€ au vu des engagements effectués au 1^{er} trimestre et de leurs projections ajustées sur l'exercice 2025,
- Evolution dans le montage du projet T.Z.C.LD. (Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée) : diminution de -12,5 K€ de l'enveloppe prévue (soit dorénavant 32,5 K€) pour le remboursement du C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen, qui versera +12,5 K€ au C.C.A.S. de Rouen, au vu des charges de personnel engagées pour recruter le chargé de projet.

Evolutions de charges à la hausse :

- Les frais de stationnement des véhicules au parking de l'Hôtel de Ville sont refacturés au C.C.A.S. Ce coût n'avait pas été inclus au BP 25, +28,5 K€ sont inscrits dans la présente Décision Modificative,
- Augmentation du tarif de +3 % des prestations de nettoyage des locaux, selon le marché en place, occasionnant une inscription complémentaire de +12,3 K€,
- Fluides et énergies : ajustement de +13,8 K€,
- Assurances : ajustement nécessaire de +10,2 K€ pour les assurances responsabilité civile et multirisques,
- Certains frais résiduels de l'E.H.P.A.D. La Pléiade, transféré au Centre Hospitalier de Bois-Petit au 1^{er} avril 2024, sont encore pris en charge sur le budget principal du C.C.A.S. +6,1 K€ sont nécessaires au paiement de frais de location et de blanchisserie restés impayés,
- Ajustement concernant les loyers et charges : +1,8 K€ concernant les loyers du bâtiment des 4 Cantons et +2 K€ concernant les charges locatives des U.T.S.
- Ajustement des frais de transports des agents : +1,7 K€.

Un montant supplémentaire de 185,5 K€, non disponible à l'exécution et servant uniquement à l'équilibre budgétaire, est réservé au chapitre 011, au compte 611 sur le code analytique « Finances ». La somme totale du montant réservé est portée à 473,3 K€. Il s'agit d'un effet comptable lié à la reprise en fonctionnement du résultat d'investissement capitalisé du budget des résidences.

Le montant des crédits réellement ouverts au chapitre 011 est par conséquent de 1 090 652 €.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 4 993 611 € soit + 62 795 €

Les dépenses de personnel présentent les ajustements suivants dans cette Décision Modificative :

- Refacturation au C.C.A.S. du coût des personnels mutualisés : +28 K€.
Cette évolution est liée au périmètre des dépenses facturées (agent à demi-traitement en 2024 refacturé à temps plein en 2025) ainsi qu'à l'augmentation des cotisations patronales pour la retraite (+3 % en 2025),
- Recrutement d'un chargé de projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée : +24 K€,
- Régularisation des cotisations retraite d'un agent : +10,7 K€,
- Protection sociale complémentaire employeur : +5 K€,
- Gratifications de stage : +5 K€,
- Indemnisation d'un Compte Epargne-Temps (C.E.T.) : +1,5 K€,

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202562-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



- Assurance statutaire : -4 K€,
- Frais de médecine du travail : -4 K€,
- Ajustement des dépenses pour l'achat des titres restaurant : -3,4 K€.

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 980 506,39 € soit -307 714,61 €

- La reprise de l'excédent d'investissement du budget des résidences en fonctionnement (511,8 K€) permet de diminuer la subvention d'équilibre au budget annexe des résidences (-427,7 K€). Dans une moindre mesure, la subvention du budget Prestataire est modulée en fonction de l'activité, inférieure à celle budgétée (-25,9 K€). La subvention versée au CLIC est en revanche en augmentation, principalement en raison des revalorisations salariales et des hausses de cotisations employeur à financer (+19,6 K€).

Les subventions d'équilibre accordées aux budgets annexes et inscrites au budget principal du C.C.A.S. évoluent comme suit dans la proposition de DM :

Budget	Montant voté BP 2025	DM 1	Total voté 2025
Résidences autonomie	801 858 €	-427 663 €	374 195 €
Prestataire	144 760 €	-25 886 €	118 874 €
CLIC	131 854 €	19 583 €	151 437 €
Total	1 078 472 €	-433 966 €	644 506 €

Cet effet positif ne modifie toutefois pas la tendance à la hausse entre 2024 et 2025 de la subvention d'équilibre aux budgets annexes, accrue par l'augmentation de certaines dépenses rigides (redevances, maintenance), l'effet des revalorisations salariales 2024 en année pleine sur 2025, et de l'augmentation des cotisations sociales employeur C.N.R.A.C.L. (Caisse Nationale de Retraite des Agents de Collectivités Locales) de +4 % en 2024 et +3 % de en 2025 à 2028.

- Les prises en charge de nuitées augmentent en raison de mises à l'abri de personnes migrantes et de personnes sans domicile : 7 K€ supplémentaires sont inscrits au compte 65133.
- Le Département de Seine-Maritime a demandé le remboursement partiel au C.C.A.S. de la subvention F.S.E. (Fonds Social Européen), perçue pour le financement des activités de l'Atelier en raison de la non-réalisation de l'objectif de fréquentation du dispositif. Au total 66 K€ sont positionnés au chapitre 65 pour permettre le remboursement de la subvention indue au Département. Une procédure de recours gracieux est toutefois en cours.
- Un agent de l'E.H.P.A.D. n'ayant pas souhaité continuer son activité au sein du Centre Hospitalier de Bois-Petit, n'a pu faire l'objet d'un reclassement au sein du C.C.A.S. Il est mis à disposition du C.N.F.P.T. (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) dans l'attente de trouver une autre affectation, comme le veut la procédure dans ce type de situation. Ses salaires sont facturés par le C.N.F.P.T. selon un barème dégressif, 200 % les deux premières années, 100 % les deux suivantes puis 75 % la dernière année. Le coût à inscrire en Décision Modificative pour cette opération à compter du 2^{ème} trimestre 2025 est de 56 250 €.
- Subvention complémentaire au COSC (Comité des Œuvres Sociales des agents Ville et C.C.A.S.) de +3,5 K€ pour la prise en charge de la gratuité des titres de transport des agents de catégorie A et B.
- Une opération de régularisation pour 8 K€ est inscrite au compte 658 - autres charges de gestion.

Chapitre 66 « Charges financières » : 18 630 € (inchangé)

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/3
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202562-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 13 000 € soit +6 000 €

- Un montant de 6 K€ est inscrit pour procéder à l'annulation d'un titre constaté sur un exercice antérieur, devenant une charge sur l'exercice courant.

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 10 000 € (inchangé)

Chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » : 150 000 € soit +150 000 €

- En vue de financer le changement des menuiseries du siège du C.C.A.S., la subvention de la Ville 2025 intègre un montant de 150 K€. Ce montant est porté au présent chapitre de dépenses, qui aura pour but de financer la section d'investissement du C.C.A.S. lors de l'affectation des résultats 2025 en 2026.
Le même montant est porté en recettes d'investissement au chapitre 021 « virement de la section d'investissement » ci-dessous.

Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 177 516 € soit +1 631 €

- Ajustement des dotations aux amortissements des immobilisations.

Investissement : 738 779,33 € soit +164 631 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 394 063,33 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 4 200 € (inchangé)

Chapitre 27 « Autres immobilisations financières » : 13 000 € soit +13 000 €

- Restitution de la caution versée en 2016 par le C.C.A.S. lors de la prise à bail du bâtiment des 4 Cantons.

Chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement » : 150 000 € soit +150 000 €

- Prévision de financement de la section d'investissement pour 2025, afin de régler les dépenses relatives au changement des menuiseries du siège du C.C.A.S. pour 150 K€.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 177 516 € soit +1 631 €

- Ajustement des amortissements des immobilisations (virement de la section de fonctionnement).

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 92 303 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 193 000 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 453 476,33 € soit +177 231 €

- Inscription de 177,2 K€ afin de prendre en charge de nouvelles dépenses d'investissement, notamment le remplacement des menuiseries du siège du C.C.A.S., rue de Germont, financé par opération de virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 0 € soit -12 600 €

- Les subventions transférables ont été totalement amorties fin 2024.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/3
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202562-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 21 mars 2025 relative à l'adoption du Budget Primitif 2025 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 27 juin 2025 relative à l'approbation du compte de gestion 2024 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 27 juin 2025 relative à l'approbation du compte administratif 2024 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 27 juin 2025 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2024 du budget principal du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT les modifications présentées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, accepte de voter la décision modificative n°1, ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 7 907 212,21 € soit -1 049 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 796 194,21 € (inchangé)

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 256 521 € (inchangé)

Chapitre 70 « Prestations de services » : 56 430 € soit +6 038 €

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 6 715 883 € soit -32 117 €

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 71 454 € soit +26 900 €

Chapitre 77 « Produits spécifiques » : 10 730 € soit +10 730 €

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 0 € soit -12 600 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 563 948,82 € soit +86 239,61 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 4 993 611 € soit + 62 795 €

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 980 506,39 € soit -307 714,61 €

Chapitre 66 « Charges financières » : 18 630 € (inchangé)

Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 13 000 € soit +6 000 €

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 10 000 € (inchangé)

Chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » : 150 000 € soit +150 000 €

Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 177 516 € soit +1 631 €

Investissement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 738 779,33 € soit +164 631 €

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202562-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 394 06 (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 4 200 € (inchangé)

Chapitre 27 « Autres immobilisations financières » : 13 000 € soit +13 000 €

Chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement » : 150 000 € soit +150 000 €

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 177 516 € soit +1 631 €

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 92 303 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 193 000 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 453 476,33 € soit +177 231 €

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 0 € soit -12 600 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

Marie DESBORDES

Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen



Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.